



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



agence nationale
de la cohésion
des territoires

Informations générales

Email de contact : None

Date de signature du CRTE : 25 juillet 2022

Nature juridique de la structure porteuse : Communauté urbaine

Nom de la structure porteuse : Communauté urbaine de Dunkerque ;
communauté de communes des hauts de Flandre

Si protocole de préfiguration : date de signature : None

Signataires

Nature des signataires du CRTE :

- nom : CC des Hauts de Flandre, SIREN : 200040954, nature : CC
- nom : CU de Dunkerque, SIREN : 245900428, nature : CU
- prefecture

Stratégie

Nature des documents stratégiques et plans-programmes préexistants :

- SCOT
- PCAET

Liste des contrats figurant dans le CRTE :

- Contrat de transition écologique
- territoire d'innovation
- COTTRI
- Contrat de ville
- TEPCV
- AAP ADEME
- Convention européenne des maires pour le climat
- Convention globale CAF

Liste des programmes de l'ANCT intégrés :

- Territoires d'industrie



- Action cœur de ville
- Conseillers numériques France services

Liste des orientations stratégiques, axes, ambitions, volets, objectifs... :

- Orientation 1 : transition écologique et énergétique
- saisir les opportunités offertes par la transition écologique et énergétique pour transformer les territoires, faire émerger de nouveaux secteurs d'activité, susciter des innovations et affirmer le caractère pilote et innovant du territoire
- Orientation 2 : compétitivité, innovation et attractivité
- Ancrer les territoires et le secteur économique dans une dynamique porteuse de développement : conforter l'emploi et garantir une vitalité économique
- Orientation 3 : Cohésion sociale et territoriale
- apporter des réponses territorialisées et adaptées aux réalités de nos bassins de vie en matière d'accès à la santé et aux services publics, d'inclusion numérique, d'accès à un logement décent et à l'emploi, de transition professionnelle, de développement social

Réalisation d'un diagnostic initial du territoire : Oui

Mise à jour du projet de territoire avec l'élaboration du CRTE : Non

Plan d'action

Domaines d'action publique couverts :

- Mobilités douces
- Production d'énergies renouvelables
- Ecologie industrielle et économie collaborative
- Connaissance et protection de la biodiversité et milieux naturels
- Espaces publics, espaces verts
- Efficacité énergétique
- Soutien aux filières innovantes et de R&D
- Infrastructure(s) et réseaux (numérique, eau, chaleur...)
- Gestion quantitative et qualitative de l'eau
- Gestion, valorisation des déchets, réemploi
- Circuits courts agricoles
- Pratique agricole durable, agro-écologie
- Restauration et alimentation durable

- Opération de requalification (friches...)
- Economie, production et consommation durable
- Usages et inclusion numériques
- Tourisme durable
- Sport
- Culture et patrimoine
- Santé et soins
- Education

Nombre de fiches action (opération prête à démarrer) : 312

Nombre de fiches projet (opération à travailler) : -

Gouvernance et évaluation

composition du COPIL :

- Prefecture
- nom : CC des Hauts de Flandre, SIREN : 200040954, nature : CC
- nom : CU de Dunkerque, SIREN : 245900428, nature : CU
- ADEME
- Banque des territoires
- AGUR

Liste des instances de partenariat mobilisées ou créées :

Fréquence prévisionnelle annuelle de réunion du COPIL : None

Fréquence prévisionnelle annuelle de réunion du comité technique : None

Liste des partenaires socio-économiques :

- agence de l'eau
- ADEME

Démarches de co-construction du CRTE : -

Existence d'un volet de coopération interterritoriale (dont volet transfrontalier) : Oui

Domaines d'action publique de la coopération interterritoriale :

Définition d'indicateurs de suivi des objectifs opérationnels du CRTE : Oui

État des lieux écologique renseigné à l'aune des 13 indicateurs du socle national : Oui

Recours à la grille d'analyse ex-ante des actions :

Ingénierie et financement

Recrutement d'un chef de projet / chargé de mission dédié : -

Recrutement d'un volontaire territorial en administration : -

Mobilisation de l'ingénierie locale : None

Mobilisation d'une ingénierie externe :

Existence d'une maquette financière annexée (ou d'un état récapitulatif des différents financements) au jour de la signature du contrat : Oui

Montant total prévisionnel en euros des actions en dépenses de fonctionnement : -€

Montant total prévisionnel en euros des actions en dépenses d'investissement : 314.40M€

Montant total en euros des engagements financiers des collectivités locales et leurs établissements publics : -€

Montant total en euros des engagements financiers de l'Etat et de ses opérateurs Plan de relance : -€

Montant total en euros des engagements financiers de l'Etat et de ses opérateurs hors plan de relance : -€

Montant total prévisionnel en euros des cofinancements européens : -€

Montant total prévisionnel en euros des cofinancements privés : -€

Montant en euros des engagements financiers de la Banque des territoires : -
€